

19 juin et 20 juin

IMPOSONS D'AUTRES CHOIX

+ DE SALAIRE, + D'EMPLOIS, + DE PROTECTION SOCIALE

Un an après la 1^{ère} conférence sociale, le gouvernement lance un 2^{ème} round de négociations entre syndicats patronaux et syndicats de salariés.

Alors que la situation économique et sociale est fortement détériorée, le gouvernement maintient son cap à savoir pour les populations :

- ⊗ L'austérité,
- ⊗ La baisse de la rémunération du travail,
- ⊗ La précarisation de l'emploi,
- ⊗ La réduction des droits des salariés.

Pour le patronat, de nouveaux cadeaux :

- Pacte de compétitivité pour les entreprises (20 milliards d'euros d'exonérations supplémentaires),
- Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013 (issu de la 1^{ère} conférence sociale) facilitant, entre autres, les licenciements.
- 170 milliards d'exonérations sociales et fiscales par les entreprises.

La 2^{ème} conférence sociale s'annonce dans la droite ligne de la première à savoir teintée d'austérité :

Au programme :

- Avenir de l'industrie,
- Service public,
- Dialogue social,
- Protection sociale,
- Formation professionnelle,
- Emploi.



AUGMENTER LES SALAIRES :

30 ans de baisse de la rémunération du travail ont engendré la crise, 5 millions de chômeurs, 8 millions de pauvres. Il est temps d'imposer d'autres choix.

La CGT propose le SMIC à 1 700 € bruts

comme base de départ des grilles de salaires, minima sociaux et pensions de retraite :

- ☞ **C'est bon pour la consommation.** La consommation, c'est le moteur de l'économie donc de l'emploi,
- ☞ **C'est bon pour la protection sociale** par l'apport de nouvelles ressources,
- ☞ **C'est bon pour les services publics** par l'augmentation des recettes fiscales

POUR SORTIR DE LA CRISE, IL FAUT CHANGER DE CAP

Il faut augmenter les salaires, les pensions et minima sociaux.

Le gouvernement refuse de traiter de la question des salaires. Pourtant, c'est la seule façon de relancer l'économie.

En effet, la consommation des ménages participe à hauteur de 57 % de la création de richesses.

La baisse du pouvoir d'achat enregistrée en 2012 (record des 30 dernières années) et la hausse du chômage (4,8 millions d'inscrits à Pôle-Emploi en avril 2013) agissent sur la consommation qui est le moteur de l'économie.

RETRAITE :

Le gouvernement veut faire vite.

Malgré une forte opposition, le gouvernement veut :

- ⊗ Augmenter la durée de cotisations,
- ⊗ Repousser l'âge de départ à la retraite et baisser les pensions,

1993, 2003, 2010 : ces solutions ont été mises en œuvre. Résultat : le déficit se creuse et les inégalités aussi !

Les vieux dans la galère :

- 899 € : c'est la pension moyenne pour les femmes retraitées,
- 1 552 € : c'est la pension moyenne pour les hommes retraités,
- 46 % des départs en retraite se font avec un minimum de pension de 628,99 €/mois !

Les jeunes dans la misère :

- 25 % des moins de 25 ans sont au chômage,
- 21 ans : c'est l'âge moyen d'entrée dans la vie active,
- 23 ans : c'est l'âge moyen du 1^{er} CDI,
- 28 ans : c'est l'âge moyen du 1^{er} CDI pour les plus diplômés.

+ EMPLOIS dans :

le commerce et les services

les services publics et la fonction publique

et l'industrie

Chaque exonération de cotisations fiscales et sociales versée aux entreprises du privé est autant de moyens en moins pour les services publics.

190 milliards d'euros chaque année et le MEDEF demande 40 milliards de plus pour l'industrie.

Depuis la mise en place de ces politiques basées sur l'abaissement du « coût du travail », l'industrie perd des milliers d'emplois chaque année.



POUR GARANTIR LE FINANCEMENT DES RETRAITES,

→ LA CGT PROPOSE :

- ☞ D'augmenter les salaires et les pensions,
- ☞ De mettre à contribution les revenus financiers,
- ☞ D'élargir l'assiette des cotisations à tous les revenus,
- ☞ La retraite à 60 ans et à taux plein.

EMPLOI

→ LA CGT PROPOSE :

- ☞ De conditionner les exonérations à la politique d'emploi et salariale des entreprises (plus de salaire ou + d'emplois en CDI = exonérations),
- ☞ Une véritable politique industrielle en réponse aux besoins,
- ☞ Des services 100 % publics de qualité et de proximité (Education – collectivités territoriales, santé, impôts...)

LES 19 et 20 JUIN 2013

SOYONS MOBILISÉS

A l'occasion de la rencontre avec Bernadette SEGOL (Secrétaire Générale de la Confédération Européenne des Syndicats) et le gouvernement, répondant à l'appel des organisations syndicales françaises affiliées à la CES :

L'UD CGT de Paris appelle à participer :

► le 19 JUIN : **RASSEMBLEMENT** à Paris à partir de 13h00 Place de l'Alma.

► Le 20 JUIN : au moment de l'ouverture de la Conférence Sociale à un **RASSEMBLEMENT à 11 h** devant le magasin Virgin des Champs Elysées pour partir en **MANIFESTATION jusqu'à la place Léna**, lieu où se tient la Conférence Sociale.